

LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

LA CONFEDERATION DES ETATS INDEPENDANTS (ex URSS)

PAR LA PRÉSENTE
NOUS PROCLAMONS
NOTRE INDÉPENDANCE

RÉPUBLIQUE SOUVERAINE
D'IVAN ET OLGA



M 1669 - 907 - 11,00 F



AU SOMMAIRE DE CE N° 907

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

* ÉDITORIAL

page 3 L'année de tous les dangers
par M-L Duboin

* ACTUALITÉS

page 4 au fil des jours
page 5 Nouveau désordre mondial
par A.Prime

* RÉFLEXIONS

page 7 L'étape décisive
par R Marlin
page 9 Le surf et la plongée
par G. Lasserre
page 11 Aberration capitaliste
par P.Herdner

* LECTURES

page 13 Après nous le déluge
par H.Muller

* **BLOC-NOTES** page 10

* **COURRIER** page 14 Libres débats
et page 15

* **RÉSUMÉ DE NOS THÈSES**
page 16 **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE**

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France120 FF
Abonnement d'essai (6mois)70 FF
Abonnement de soutien..... 170 FF
Abonnement de propagande : ... 5 n° mensuels .195 FF
.....10 n° mensuels. 245 FF
Etranger.....155 FF
(Par avion nous consulter)

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal à ceux
de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens de payer leur
abonnement aux tarifs indiqués.

Téléphone
les mardi et jeudi
l'après-midi seulement

(16) 1 30 71 58 04

Minitel

36 14
code CHEZ*REIN

◇ Pour votre propagande,

.deux rééditions de livres de Jacques DUBOIN :
KOU, L'AHURI et **LES YEUX OUVERTS**

toujours d'actualité ! (65 F franco, chacun des deux volumes).

.une brochure à faire lire :

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F pièce, franco)

◇ Pour votre réflexion personnelle, un roman :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails. (Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

brochure de 36 pages par André PRIME, (20 F, franco).

Tous ces ouvrages peuvent être commandés au journal..

L'année de tous les dangers

par Marie-Louise DUBOIN

Que de sombres perspectives en ce début d'année... A l'Est, l'économie est paralysée, la dictature subie pendant plus de deux générations a, apparemment, rendu les travailleurs incapables et ôté tout civisme à la population dans son ensemble. La responsabilité et le sens de l'organisation sont des valeurs inconnues. On veut avoir accès à tout et tout de suite, prendre le train en marche sans chercher à savoir où il mène, et dans la grande débandade du "chacun pour soi". Belles bagarres en perspective, dont les plus démunis sont assurés, en masse, de faire les frais. La montée des nationalismes, dans un tel contexte de récession, rappelle étrangement les conditions qui ont permis à Hitler de prendre le pouvoir. Or la situation à l'Ouest, que l'Est considère comme le modèle à atteindre, offre la preuve que le système des prix-salaires-profits, est, en fait, à l'agonie. **Que dès qu'un certain seuil de développement est atteint il n'est plus capable de faire prospérer l'économie** Vingt-quatre millions d'Américains qui ont besoin de la soupe populaire, bientôt trois millions de chômeurs en France dont 4.000 sont sans domicile fixe en apportent la preuve flagrante : l'ultrasophistication des nouveaux processus de production continue à exclure des millions et des millions de gens et à fabriquer des biens de consumma-

tion qui ne peuvent trouver acheteurs solvables. On voit donc mal quel miracle (ou bien un semblable à celui que fut la dernière guerre mondiale?) pourrait mettre fin à la récession...

De plus en plus de gens, parmi ceux qui réfléchissent un peu, commencent à comprendre. Alors que les partis politiques ont perdu leur crédit, des clubs de réflexion se forment, les Verts, certains d'entre eux au moins, posent parfois les bonnes questions à propos de la course au profit, de la compétitivité qui pousse du mépris de l'environnement. C'est donc autant d'occasions pour les distributistes de redoubler d'effort et de clarté pour faire comprendre nos analyses et nos propositions, sans se décourager. En cette période de souhaits, c'est bien le premier des vœux qu'on puisse adresser à nos lecteurs.

L'enquête proposée dans notre dernier numéro a suscité quelques réponses. Il en faudra beaucoup plus pour peaufiner en commun le projet de contrat de citoyenneté. Espérons donc que la trêve de fin d'année va donner du temps à tous pour se décider à participer.

Des lettres déjà reçues, il ressort un consensus sur les points suivants : la nécessité du contrat de citoyenneté est reconnue ; le secret actuel qui entoure les revenus est jugé anormal, injustifié, préjudiciable, on lui préfère et de loin, la transparence. Enfin, oui, le contrat civique est considéré comme une transition vers l'économie distributive, mais nos lecteurs n'ont pas jugé utile d'expliquer pourquoi.

Parmi les avantages du contrat civique qui ont été développés, citons le fait d'introduire un dialogue "au niveau adéquat". Cette réponse d'un lecteur parisien mérite qu'on s'y arrête. Cela veut-il dire que le contrat civique devrait respecter le principe de *subsidiarité* auquel, d'ailleurs, nous sommes très attachés ? C'est à dire qu'il faudrait envisager que certains contrats civiques, concernant des tâches de grande envergure (création, par exemple, d'une entreprise demandant de gros investissements) doivent obligatoirement être soumis à une instance régionale, tandis que des contrats civiques présentés pour des tâches d'intérêt local seraient soumis à des instances locales? Cette différence de niveau pourrait alors impliquer, de la part de l'organisme chargé de l'étudier, plus ou moins d'exigence, et peut-être aussi une différence de revenus?? La question est posée.

Une réforme urgente, qui s'imposait!

Courrier International rapporte que la tourmente provoquée par la mort de l'URSS et la naissance de l'Entente n'ont pas empêché le parlement russe de continuer une réforme du code pénal qui s'impose de toute urgence, en ce qui concerne "les crimes économiques", c'est-à-dire les vols de grande envergure, la corruption ou les opérations frauduleuses sur devises. Ces crimes, en effet, étaient jusqu'alors punis de la peine de mort ! On comprend l'urgence de mettre pareil anachronisme aux oubliettes !

Il est évident que ce n'est pas la suppression de la peine de mort qui est critiquée ici en soulignant cette information. C'est bien qu'elle signifie qu'au moins le parlement russe se doute qu'avec l'ouverture vers le système du marché tel qu'il fonctionne aujourd'hui, il ne sera plus question de poursuivre les crimes économiques. Ils seront là comme ailleurs, à la base des plus grandes réussites!

Vive les grandes et sages réformes !

L'équipe de la Grande Relève présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs

et leur rappelle, hélas, l'augmentation des tarifs postaux, et autres, qui l'oblige à augmenter celui de ses abonnements. Mais notre offre à tout lecteur qui nous adressera un nouvel abonné (au tarif ancien) de deux des publications présentées page précédente, une pour lui-même et l'autre pour le nouvel abonné, reste valable pendant tout le mois de Janvier 1992.

Le socialisme nouveau est arrivé

Pierre Mauroy :

Dans la préface du *nouveau projet socialiste*, il écrit : *"Nous avons changé... Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme... Oui, nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace"*. Alors pourquoi, s'écrie-t-il, le 24 novembre : *"L'économie de marché est une chose, le capitalisme en est une autre. Non, le capitalisme n'est pas triomphant. Non, il n'est pas vrai qu'il ne saurait y avoir d'alternative au capitalisme"*. Faudrait savoir, M. Mauroy ! Il est vrai que Mauroy s'exprimait devant les membres de la *"Fondation Jean-Jaurès"*. C'eût été indécent devant ce grand et pur ancêtre de reprendre les termes du nouveau projet.

Lionel Jospin :

ex-gauchiste, il ne doit pas avoir très bonne conscience devant "l'œuvre" accomplie depuis dix ans. *"La gauche sera, dit-il, une gauche postcommuniste car on ne régénérera pas le communisme"*.

Elle sera *"une gauche écologique"*, héritière du *"contrat social"*. Tiens, tiens !

"Une gauche européenne".

"Une gauche progressiste" pour rompre avec l'image d'une gauche gestionnaire. Après dix ans, ce n'est pas trop tôt de s'en apercevoir !

"Une gauche éthique ! Nous sommes, nous socialistes, touchés dans notre image par les défaillances personnelles de certains d'entre nous. Nous devons rétablir des exigences morales et être sans faiblesse pour ceux qui les transgressent".

Quel aveu ! mais pensez-vous, Monsieur Jospin, à vos mandants de 1981 et au sentiment qu'ils ont d'avoir été cocufiés ? N'est-ce pas pour cela que la gauche socialiste, manquant de morale, est devenue *"éthique"* ?

La Marche du siècle

Cette émission de Cavada, le 27 novembre sur FR3, était consacrée au chômage. Programmée, Martine Aubry, ministre du Travail, s'est, au dernier moment, décommandée, *"ses obligations ne lui permettant pas d'être présente"*. Regrettable !

Nous eûmes droit à Juppé, Kaspar (CFDT) et trois chômeurs, dont un cadre supérieur. Les chiffres connus furent rappelés : 265.000 chômeurs de plus en un an (il suffit de voir chaque jour les gros licenciements annoncés) ; un taux de chômage de 9,7 %, pratiquement un actif sur dix, un jeune sur cinq, une fois et demie plus de femmes que d'hommes; chômage de longue durée passée de 12 % en 1974 à 30 % en 1991 ; quasi impossibilité enfin de se reclasser après 55 ans et souvent après 50 ans. En résumé, 1.700.000 chômeurs, en 1981, 2.800.000 aujourd'hui, 3 millions en 1992.

Tout fut évoqué : petits boulots, pardon, *"travaux de proximité"* (ah ! ce que tous ces technocrates, le derrière bien calé dans leur fauteuil, ont l'art *"d'adoucir"* le chômage); diminution des charges des entreprises pour qu'elles puissent embaucher et pour commencer, transfert des allocations - 170 milliards - à la charge de la

communauté (Juppé) ; formation ; acceptation d'une augmentation du déficit budgétaire pour relancer l'économie (Kaspar), etc... Pas une seule fois, les vraies causes du chômage ne furent évoquées. Le remplacement des hommes par les machines, l'irréversibilité et l'amplification inévitable du phénomène, ces messieurs ne connaissent pas... ou feignent de ne pas connaître, car ils devraient alors, ipso facto, évoquer les vrais remèdes, ceux que nous préconisons.

Deux fléaux : jeux financiers et compétitivité

René Passet, professeur à Paris I et qui connaît bien l'Economie Distributive, dans *le Monde Diplomatique de Novembre*, attire l'attention sur ces deux fléaux.

Jeux financiers : Il cite Jean Peyrevalde, Président de l'UAP : *"Les mouvements financiers sont devenus sans aucune mesure avec ceux des marchandises : le rapport est de quarante à un, puisque, pour 5 milliards de dollars d'échanges commerciaux quotidiens, les flux monétaires à travers les frontières sont supérieurs à 200 milliards de dollars... De cette opposition entre la sphère de l'économie réelle et celle de la finance naît l'instabilité fondamentale qui risque, si l'on n'y porte attention, de nous emporter tous"*. Ces réflexions datent de 1987. Que dire d'aujourd'hui ! Les capitalistes "éclairés" ont peur des excès de leur propre système. Et R. Passet de conclure : *"C'est la société casino"*.

Compétitivité : Il conforte ce que nous disions dans *"Hypercompétitivité : l'impasse"* (GR de novembre). Il pose d'abord ce que devrait être la productivité : *"Les surplus de productivité résultant du progrès technique peuvent, en principe, bénéficier aux travailleurs sous la forme d'une augmentation de salaires"*. *"Malheureusement, constate l'auteur, la compétitivité ne laisse pas le choix. Les surplus de productivité servent à l'accroissement de la productivité qui engendre de nouveaux surplus de productivité... tout en expulsant les hommes de l'appareil productif"*.

Il conclut : *"Tout à leur gestion, les socialistes français ont perdu le sens des utopies mobilisatrices qui sont souvent la réalité de demain"*. On peut ajouter qu'à cause de cela, de leur *"trahison"*, ils perdront demain les élections.

Problème israëlo-palestinien : l'eau

C'est un problème rarement évoqué dans les débats ou discours concernant Israël et la Palestine. Il est pourtant capital. La plus importante nappe d'eau souterraine se trouve en Cisjordanie. Actuellement Israël vend l'eau, au compte-goutte, aux Arabes, plus cher qu'aux Israéliens qui, eux, en ont en abondance.

D'autre part, les Israéliens ont occupé le Golan - qu'ils ne rendront jamais, on peut en faire le pari - parce que les sources du Jourdain se trouvent dans cette région.

Ce n'est pas demain que les Palestiniens auront une patrie.

André Prime

Nouveau désordre mondial

par André PRIME

Que ne nous a-t-on rebattu les oreilles avec le Nouvel Ordre Mondial, surtout depuis les premiers mois de la guerre du Golfe ! Ce N.O.M., après l'effondrement de l'Est et la mise au pas de Saddam Hussein, devait régner dans le monde, sans jamais avoir été clairement défini, il est vrai. En ce qui nous concerne, nous ne nous sommes jamais fait d'illusions, ni sur sa nature, ni sur ses possibilités d'instauration.

Sa nature : le nouvel ordre mondial a une forte connotation martiale "Etats-Unis" et rappelle un peu trop le nouvel ordre européen de sinistre mémoire. Même fourré dans le gant de velours de l'ONU, ce N.O.M. ne nous dit rien qui vaille. Ses chances d'instauration ? C'est précisément la raison de cet article : nous voyons partout plutôt un nouveau **désordre** mondial qu'un nouvel ordre mondial. Ne pouvant passer le monde entier en revue, nous retiendrons deux cas typiques : les deux anciennes super-puissances.

Les Tchétchènes, vous connaissez ?

En janvier 1991, dans notre article "*L'URSS au bord du gouffre*", nous analysions les trois "*forces*" qui restaient en présence : Boris Eltsine, alors peu connu du grand public, Gorbatchev, l'armée.

L'armée semble hors jeu depuis le coup d'Etat du mois d'août. Gorbatchev, l'homme par qui tout est arrivé, le meilleur et le pire, n'est plus que l'ombre de lui-même, malgré le "*soutien*" (?) apparent de l'Occident qui peut durer tant que le problème de dissémination des armes nucléaires ne sera pas réglé. Le "*Traité de l'Union*" est aussi vide que le Comecon ou le Pacte de Varsovie, surtout après le vote massif de l'Ukraine, le premier décembre, en faveur de l'indépendance (1). Gorbatchev, après Gorby, est K.O., et il se pourrait qu'il ait démissionné lorsque vous lirez ces lignes.

Reste Boris Eltsine, le nouvel homme de l'Occident, reçu partout comme un chef d'Etat, notamment en Allemagne où, il y a peu, Gorby était acclamé comme le père de la réunification.

Depuis des mois déjà, Eltsine se comporte en maître de la Russie, certes, mais pratiquement de l'URSS. Seulement voilà : s'il est facile d'être opposant, l'art de gouverner est périlleux. A peine en place, avec des pouvoirs quasi dictatoriaux, Eltsine, le dissident d'URSS, s'est trouvé confronté à une tentative de dissidence au sein de la Russie, celle des Tchétchènes, qui menaçaient - rien que cela ! - de s'en prendre aux centrales atomiques.

Qui avait entendu parler de la Tchétchène-Ingoutchie, 1.200.000 habitants, république autonome (RSSA : république socialiste soviétique autonome), comme 16 autres de la Russie (RSFSR) ? Car si l'URSS se compose (se composait) de 15 républiques, à son tour la Russie comprend : 16 RSSA, 5 régions autonomes, 6 territoires, 49 régions, 10 districts autonomes. Pas moins ! Vous l'avez compris : Boris Eltsine, apprenti sorcier, n'est pas au bout de ses peines en ce qui

concerne les tentations et tentatives de dissidence des composants de la Russie.

Concrètement, l'Occident, craignant que la Yougoslavie ne préfigure ce qui pourrait arriver en URSS, dont l'arsenal atomique et chimique devient dangereux s'il n'est plus contrôlé, mise désormais sur "*l'homme fort*", Boris Eltsine - Gorbatchev retournant à ses chères études (2) - pour sauver ce qui peut encore l'être de l'Union, ou, à défaut, constater et contrôler au mieux (3) l'éclatement irréversible d'une URSS en cessation de paiement. Mais dans ce cas, il faudrait :

- régler le problème de la dispersion des armes atomiques et chimiques, à la limite sous l'égide de la Russie qui couvre 76 % du territoire de l'URSS et compte plus de la moitié de sa population.

- prévenir les risques de guerres locales ou ethniques, comme celle qui se déroule en Yougoslavie, comme cela s'est déjà passé en URSS, au Karabach entre Azéris et Arméniens, en Géorgie avec les Ossètes. Sans oublier que l'Europe de l'Est, outre la Yougoslavie, est loin d'être stabilisée : fortes tentatives séparatistes en Tchécoslovaquie, minorité hongroise - 2 millions - agissante en Roumanie (souvenons-nous de Timisoara d'où était partie la "*révolution*" fin 1989).

En URSS, ou ailleurs en Europe de l'Est, quelle peut être la viabilité économique de ces républiques de 3 à 6 millions d'habitants ? Quels moyens d'échange, quelles devises pourront-elles se procurer ? Elles risquent de connaître des "*lendemain qui déchantent*". Comme elles ne peuvent être des "*Suisse*", deviendront-elles des "*Liban*" ?

Or, les investisseurs occidentaux ont besoin de sécurité et le "*désordre*" dans les ex-pays communistes ne les encourage guère. Bush ne peut pas, tous les six mois, débarquer 500.000 hommes sur tous les points chauds du globe.

Golfe et golf

Comme paraît loin le temps où Bush, revêtant la tenue de Mars, passait brusquement de 35 à quelque 85 % d'avis favorables. C'était le temps du Golfe. Las, la réalité post-reaganienne (4) de l'état des lieux de l'Amérique a déjà ramené cette cote aux alentours de 50 %. C'est le temps du golf, maigre divertissement comparé aux soucis que crée l'économie au président qui doit déjà penser aux élections fin 1992.

Tout ce qu'on peut lire de sérieux sur l'état économique ou social des Etats-Unis concorde. La crise de décembre a montré ce qu'un grand patron français en pense. *Le Monde Diplomatique de novembre* ne dit pas autre chose :

Richard J. Barnet (5), dans un article "*L'Amérique de Bush ne renonce pas à la puissance militaire*", déclare : "*La victoire de Panama a permis de faire un prisonnier de renom, mais le commerce de la cocaïne n'a jamais été aussi florissant*".

Tout le monde, après l'effondrement de l'Est, parlait des

“dividendes de la paix” qu’allait permettre une réduction massive des armements. Or “Bush, rapporte J. Barnett, a souligné qu’il n’y aurait pas de dividendes de la paix”. Les démocrates dénoncent “l’état scandaleux du système éducatif (universités mises à part (6)) et la crise de plus en plus grave dans le domaine de la santé”.

Jacques Decornoy, dans “Déficit budgétaire et déficit social” rappelle quelques faits et chiffres :

- 196 milliards de dollars (l’équivalent de 80 % du budget français) d’intérêts pour la seule dette fédérale. Mais Bush refuse une proposition du congrès visant à prolonger de 20 semaines une assistance à 3 millions de chômeurs : coût, 5,8 milliards de dollars.

- Le déficit budgétaire, qui devait être ramené de 294 milliards en 1992 à 61 en 1996 sera de 279 milliards en 1991 et de 362 en 1992.

- L’endettement américain (gouvernements fédéral et locaux, entreprises, particuliers) est passé de 4.000 milliards de dollars en 1980 à 11.000 en 1991, soit le double du PNB, soit encore 43.000 dollars (environ 230.000 F) par Américain.

“Or, jamais les riches, écrit Decornoy, n’ont autant accumulé, cependant que le nombre des pauvres croît de façon vertigineuse... La récession actuelle a coûté leur emploi à 600.000 cols blancs et il faut s’attendre, avant l’an 2000, à 250.000 licenciements, soit 1/5e du personnel”.

Et Decornoy rappelle, lui aussi, la faillite des caisses d’épargne et de crédit “conséquences d’opérations purement spéculatives... à l’occasion d’OPA sans freins et de mises de fonds dans un immobilier en crise”.

Tout cela fait plus **désordre** qu’**ordre**. On le voit, la situation aux Etats-Unis ne s’améliore pas alors que les deux vaincus de la dernière guerre, même s’ils rencontrent quelques difficultés conjoncturelles, s’imposent comme les vainqueurs de la guerre économique.

Certains n’hésitent pas à parler d’un nouveau Pearl Harbour en constatant que 36 % des voitures vendues aux Etats-Unis sont japonaises, qu’elles soient importées ou fabriquées dans les “transplants” (7) ; que le Japon

détient désormais 25 % du cinéma américain : ce ne sont là que deux exemples parmi d’autres.

Rappelons que, là où est apparu en force le Nouvel Ordre Mondial, lors de la guerre du Golfe, le meneur de jeu - l’Amérique - a dû, pour la première fois de son Histoire, se conduire en mercenaire : sur les quelque 50 milliards de dollars qu’a coûtés la guerre du Golfe, 13 ont été versés par le Japon, 9 par l’Allemagne, le reste par les pays du Golfe.

L’avatar reaganien dans le capitalisme américain s’avèrera-t-il aussi pernicieux que l’avatar stalino-brejnévien qui a causé le déclin et la perte de l’empire soviétique ? En tout cas, c’est déjà un sérieux bémol au triomphe du libéralisme...

Et donc, un espoir qui me permet de vous dire une fois de plus : “Bonne année” 1992.

(1) Ukraine, 52 millions d’habitants sur les 287 que compte l’URSS. A voté à 80 % pour l’indépendance.

(2) Il ne faut pas oublier que Moscou est à la fois capitale de l’URSS et de la Russie. Les organismes dirigeants de Russie, notamment le Parlement, s’y trouvent. Ce qui faisait dire récemment à un partisan de Boris Eltsine qu’il n’y avait pas place pour deux et que “Gorbatchev ferait mieux de se consacrer à ce pourquoi il est doué : l’écriture et le discours”.

(3) L’indépendance des trois pays baltes - Estonie, Lettonie, Lituanie (en tout 10 millions d’habitants) - étant admise, il reste 12 républiques, dont 2, la Russie et l’Ukraine, représentent environ 200 millions d’habitants. 10 républiques se partagent les quelque 80 millions restants : de 3,2 millions pour l’Arménie à 20 pour l’Ouzbékistan.

(4) Le très sérieux économiste Lester Thurow, du MIT, a proposé l’épithète suivante pour R. Reagan : “Ci-gît l’homme qui a conduit une grande puissance du statut de créateur mondial à celui de débiteur, à une rapidité inconnue jusqu’alors”.

(5) Codirecteur, Institute of Policy Securities, Washington.

(6) Cela s’explique par le fait qu’à l’Université, une année d’étude coûte plus de 120.000 F.

(7) Dans la masse, aux Etats-Unis, une certaine nippo-phobie se développe, mais l’Amérique est si endettée et le Japon si riche que Serge Halimi peut écrire : “Les gouverneurs font presque tous le voyage à Tokio pour encourager l’implantation chez eux d’entreprises nipponnes” (Monde Diplom., 10-91).

La lettre ouverte au Président de la République,

publiée dans notre N°905, a reçu la réponse suivante :

“Votre lettre est bien parvenue à Monsieur le Président de la République qui m’a chargé de vous répondre, son emploi du temps ne lui permettant pas de le faire personnellement. Mais je puis vous assurer qu’il a été pris connaissance avec la meilleure attention de vos préoccupations.

Vous savez, en effet, que Monsieur François Mitterrand a toujours souhaité maintenir avec ses concitoyens des échanges constants qui lui permettent d’être mieux informé de leurs attentes. Aussi a-t-il été attentif à vos observations qui participent à cet esprit de dialogue. Réduire les inégalités et développer l’esprit de solidarité, tels restent, croyez-le bien, les principes qui guident l’action du Président de la République. Et les réformes considérables qui ont été mises en œuvre durant ces dix dernières années, illustrent bien ce souci de concilier développement économique et solidarité sociale.

Certes, comment ne pas être d’accord avec vous sur ce point, des progrès restent à accomplir. C’est dans cet esprit que le Chef de l’Etat déclarait le 10 mai dernier : “Mes regrets sont de n’avoir pu réduire autant que je l’aurais voulu les inégalités sociales, mais nous ne sommes pas encore au terme”.

S’agissant de vos remarques, je n’ai pas manqué d’en saisir le Ministre d’Etat, de l’économie, des finances et du budget.”

Il faudrait écrire nombreux au Président de la République pour lui exposer nos solutions... On nous répond une lettre passe-partout qui doit être tirée à beaucoup d’exemplaires et qui ne répond à rien. Mais si nous étions nombreux, peut-être essaierait-on de regarder d’économie distributive de plus près et de comprendre qu’il n’y a plus rien à tirer d’un capitalisme qui ne fonctionne que par la guerre et pour la guerre.

Aimé MOLLIE

René Marlin nous présente ici une synthèse de la conférence qu'il fit le 16 Décembre dernier à la "Libre pensée"

L'étape décisive

par René MARLIN

Première phase

Il y a seulement une quinzaine d'années, Valéry Giscard d'Estaing pouvait écrire à l'un de nos camarades que la population n'admettait pas la dissociation revenu-travail "même si les allocations de chômage revenaient à cela". VGE procédait par affirmation, mais en admettant que ce fut bien le cas d'une majorité, quel chemin parcouru depuis ! Le RMI adopté le premier décembre 1988 en est l'expression la plus spectaculaire bien que les bénéficiaires soient censés se réinsérer, ce qui n'est pas le cas pour les 9/10 d'entre eux.

Dans son projet pour le Parti socialiste, Michel Charzat

"L'asservissement de l'homme au gagne-pain est une monstruosité : la réduction de l'homme à un jeton de présence. Introduit dans la machine sociale, elle le recrache en fin de course, retraité ou cadavre"

Romain Gary

(cité par Tam-Tam, bimensuel de Brabant-écologie)

déclare (1) que le parti doit "assumer" cette dissociation en observant que la tendance n'a fait que se renforcer depuis le début du siècle à travers le développement des congés et des transferts sociaux. Voilà, dans l'esprit de la plupart de nos contemporains, un premier obstacle franchi.

Seconde phase

La prochaine étape, elle aussi largement entamée, sera probablement celle de la réduction généralisée du temps de travail. Le progrès technique, qui permet un accroissement continu de la productivité, entraîne, malgré toutes les entraves, une diminution du temps de travail global qu'il faudra bien partager, sauf augmentation de plus en plus considérable du chômage. Or il devient extrêmement difficile de faire croire à la nécessité d'un armement massif depuis l'effondrement du bloc de l'Est, et les nouveaux "ennemis héréditaires" potentiels ne sont pas à la hauteur voulue. Les destructions de produits, les stockages et la mise en jachère des terres ont des limites, de même que le soutien des marchés.

Aucunement à court d'arguments paradoxaux, plusieurs hommes politiques, inspirés par des économistes conformistes et sans scrupules, soutiennent bien que plus le temps de travail diminue, plus le chômage augmente. C'est d'ailleurs presque vrai dans ce système absurde, si l'on ne considère que certaines entreprises et certains pays qui ont besoin, pour soutenir la concurrence, d'un coût de main-d'œuvre très bas, sauf à abandonner certaines productions ou même faire faillite, ce

qui dans les deux cas les oblige à licencier. Mais si la limitation de la durée s'applique également aux concurrents nationaux ou internationaux, l'objection disparaît. Bien sûr, cette limitation ne sera pas uniforme, mais adaptée à chaque branche d'activité.

Voilà bien le sens dans lequel il faut poursuivre, en dépit de l'affaiblissement de l'influence syndicale dû en majeure partie à la crainte du chômage, et malgré l'opposition des financiers et des industriels qui ne facilitent pas les choses.

Autres phases

En attendant que le temps de travail nécessaire pour assurer une production globale écologiquement suffisante diminue encore, au point de ne requérir qu'un service social réduit, d'autres transitions vers une économie plus distributive seront réalisées.

Les entreprises se socialiseront grâce à une participation de plus en plus active de leur personnel, et même des consommateurs, à leur gestion, avec leur entrée dans les conseils d'administration. Cette tendance est déjà perceptible après l'application des lois Auroux et les négociations entre partenaires sociaux qui se généralisent. Des contrats seront passés avec les collectivités, tels que ceux qui existent entre l'Etat et les sociétés du secteur public ou semi-public comme Air-France, la RATP, la Régie Renault et la SNCF, sous la forme de plans d'entreprises. Le mutualisme, le coopérativisme, l'autogestion et la décentralisation continueront à progresser.

Les gros héritages commencent à disparaître, soit qu'ils sont absorbés par les taxes fiscales, soit que les très grosses propriétés ne peuvent plus être entretenues par les héritiers, qui doivent les vendre à des comités d'entreprise, des crèches ou autres établissements publics, soit qu'ils fondent très rapidement. Les fortunes sont d'ailleurs de plus en plus volatiles et éphémères. Beaucoup de "milliardaires" sont très endettés et ne tiennent qu'avec l'appui des banques. Les sécurités collectives ne rendent plus la transmission des richesses aussi vitale qu'auparavant. Bientôt, hormis le logement et les biens personnels, l'héritage sera du passé.

Mais le véritable passage à une nouvelle économie débarrassée des turpitudes et des excès dont nous entretenons nos lecteurs mois après mois, ne sera réalisé qu'après des étapes monétaires que nous allons maintenant tenter d'ébaucher.

Avant-dernière phase

Qui tient la monnaie tient le système. Les anciens rois le savaient bien qui s'étaient réservé le droit de battre monnaie, c'était leur pouvoir régalien. Ce monopole est

ensuite passé aux changeurs, puis à leurs héritiers, les banquiers, qui ont accaparé, au détriment des Etats, 80% de la création monétaire.

D'après les meilleurs économistes, la monnaie aurait trois fonctions : unité-étalon de valeur, vecteur d'échanges, réserve de capital. Les deux dernières ne peuvent être remplies que si la première l'est. Or il est manifeste qu'une unité-étalon dont la dimension varie avec le lieu et surtout le temps, dans des proportions importantes, ne peut convenir. Que dirait-on de l'honnêteté des transactions réalisées avec un mètre en caoutchouc remarquait déjà Jacques Duboin! La monnaie capitaliste a perdu son caractère précieux. Elle n'est plus qu'un titre de créance, variable, sur la production collective.

Néanmoins, la monnaie reste "meilleure" que la plupart des autres biens, comme l'observait Silvio Gesell (2). Elle est en effet "liquide", "divisible", "indestructible" et son coût de stockage est nul. Elle peut donc "travailler" et être prêtée à intérêt. Mais elle peut aussi être thésaurisée, ce qui s'oppose à sa fonction circulatoire et à l'adéquation, pourtant indispensable, entre la production et la quantité de monnaie utilisée pour que celle-ci parvienne aux consommateurs.

Il faudrait donc l'obliger à circuler. C'est ce que Gesell avait bien vu en imaginant sa monnaie fondante. C'est aussi ce que les expériences faites, après le grand krach de 1929, à Lignères-en-Berry (France) et à Worgl (Autriche) sur des monnaies auxiliaires, dites franches, avaient essayé de réaliser. Ces essais n'ont d'ailleurs finalement échoué qu'en raison de l'opposition des banques, qui ont très vite compris la menace que cette solution comportait pour leur puissance. Les banquiers ont préféré la sortie de la grande crise par le chômage et le dénuement, qui nous ont menés tout droit à la seconde guerre mondiale.

Afin d'éviter le retour d'une telle catastrophe et les temps ayant changé, nous proposons donc comme mesure transitoire, dans ce domaine, la création d'une monnaie verte imaginée par notre ami Guy Denizeau. Nous en avons déjà expliqué le mécanisme (3).

La phase décisive

La monnaie verte est bien le prototype de la future monnaie distributive. Elle en possède déjà les caractéristiques essentielles : elle s'éteint à l'achat (remplacée provisoirement par des francs ou des écus ordinaires), elle est gagée sur une production (excédentaire dans ce régime) et elle permet bien l'orientation de la création des biens (le vrai "marché" distributif). En dehors de son action d'aide humanitaire, elle fera prendre à tous la mesure du scandale énorme de la faim dans l'abondance.

Comme toutes les mesures transitoires, elle présente évidemment des inconvénients, au moins momentanés. Certains lui reprochent son caractère discriminatoire. Ils se placent dans une perspective idéaliste qui n'a pas sa place ici. Comme aurait dit Monsieur de la Pallice, tant que nous serons en économie capitaliste ou dans la

transition, nous ne sommes pas encore en économie distributive. Le franc vert n'est pas plus ségrégationniste que le RMI, les restos du coeur ou les banques alimentaires. Et pourtant, dans l'urgence, ces institutions sont très utiles.

Dès le début, les allocations familiales, de logement, de chômage, etc... pourraient être servies, au moins en partie, ainsi que le RMI, en monnaie verte. Ce pourrait être également le cas d'autres mesures progressistes proposées par des économistes divers tels que Yoland Bresson ou René Passet, comme le revenu d'existence ou le revenu minimum européen. Petit à petit la monnaie verte pourra s'étendre, à travers les salaires et les revenus, à des catégories de plus en plus nombreuses de la population. La discrimination cessera donc. La monnaie et avec elle l'économie distributive, auront commencé à fonctionner.

Bien entendu, un nouveau régime économique ne se limite pas à l'instauration d'une nouvelle monnaie. D'autres éléments (revenu, service social, gestion des entreprises, héritages, propriété, etc...) caractérisent un système quel qu'il soit. Nous avons déjà eu l'occasion, ici et dans d'autres chroniques, d'examiner tous ces sujets, nous le ferons encore. L'économie distributive, elle aussi, une fois instaurée, ne sera pas immuable et évoluera avec la société.

Yoland Bresson, que nous avons cité, vient d'écrire à notre camarade André Prime en critiquant notre conception de la monnaie. Au Professeur de l'Université du Val-de-Marne, nous opposerons Frédéric Naud de l'Université Paris II qui, dans "Transversales" de septembre-octobre 1991, donne l'avertissement suivant : "Nous reviendrons comme mesure transitoire d'un grand intérêt sur le franc vert préconisé par Guy Denizeau".

Espérons que Frédéric Naud nous aidera à convaincre Y. Bresson et beaucoup d'autres et que la monnaie verte sera l'étape décisive qui nous permettra, à travers nos thèses, d'entrer véritablement en démocratie économique. C'est le vœu que je formule en ce début d'année.

— — —

- (1) Voir "On avance", page 9 de notre numéro du mois dernier.
- (2) Economiste du début du 20e siècle. Voir "Sommes-nous Geselliens ?" dans la GR n° 868.
- (3) "Le franc vert" dans la GR n° 869 et "La monnaie verte" dans la GR n° 880.

Encore une innovation en monétique :

Un système de péage automatique pour les automobiles fonctionnera au début de l'année prochaine aux Etats-Unis. Les conducteurs achèteront aux gérants des autoroutes une carte à mémoire, mise au point par AT&T, et équipée d'un microprocesseur, sur laquelle la somme payée sera enregistrée (comme sur nos télécartes). Cette carte sera introduite dans un émetteur-récepteur intégré au tableau de bord de la voiture. Lorsque la voiture traversera une station de péage, un signal radio provoquera le débit automatique de la somme due. Evidemment, les cartes au montant insuffisant déclencheront une alarme. Ces cartes seront rechargeables.

Le surf et la plongée

par Gilbert Lasserre

A propos de la faillite de la BCCI

On peut aller plus loin que la dénonciation de crapuleries diverses et de collusions de la finance avec la pègre internationale dans l'affaire de la BCCI évoquée dans le numéro 905. On peut d'abord continuer à faire du surf sur la planète, et dénoncer tour à tour l'existence des paradis fiscaux (de Monaco au Liechtenstein, au Libéria, aux Bermudes, etc...), les pratiques d'anonymat bancaire sous couvert de déontologie scabreuse en pays majeurs au-dessus de tous soupçons tels que la Suisse et l'Angleterre, chantres de curieuses libertés, etc... Le monde entier a perdu, devant la Money, le sens de l'honneur et de la morale. Les historiens du XXe siècle ne devraient pas manquer d'être très durs pour l'Amérique et l'Angleterre, actuellement en pleine décadence, mais très dangereux comme tout animal blessé, inventeurs du système monétaire pourri qui empoisonne le monde. Mais il faut souhaiter que ces historiens ne s'arrêteront pas aux effets, et remonteront aux causes profondes : aux concepts même de Valeur, de monnaie et de banque...

Le cas de la BCCI conduit à évoquer le problème du statut privé de la fonction bancaire, qui, au terme d'une longue maturation non encore reconnue, est devenue l'unique matrice à monnaie-crédence-publique, un point c'est tout.

La banque ne va pas chercher ailleurs que dans sa propre alchimie la monnaie dont elle se sert pour prêter (sic). C'est elle qui la fabrique, et cela est si vrai que, s'il n'existait qu'une seule banque, ce qui est tout à fait concevable, on ne voit pas où elle irait chercher des dépôts pour les prêter. La fumeuse déontologie bancaire est toute entière bâtie sur des flux latéraux de valeurs au sein de la profession, flux multiplicateurs qui sont la première source d'inflation qui éreinte la monnaie. Elle accrédite dans le même mouvement l'idée d'une valeur supérieure venant d'ailleurs, antérieure à la création des valeurs réelles, et d'un ultra-capital qui, dans un réflexe typiquement féodal, a oublié d'où il venait, pour revendiquer une essence divine. Qui t'a fait roi?...

Nous reviendrons là-dessus une autre fois. Pour l'instant, revenons à la créance publique. S'il est indécent de déléguer, il est proprement absurde d'élargir la délégation à des banques multinationales. Ce faisant, on autorise n'importe quel mercanti à venir chez soi pour authentifier la valeur de sa collectivité. Ainsi, dans le cas de la BCCI, ce sont des princes saoudiens associés à des mercantis pakistanais qui se sont arrogé le droit de battre la monnaie anglaise sur sol anglais, et bien évidemment dollar, mark, et autre Franc français en cas de besoin.

A renfort de dépôts-pourris, c'est le système qui

l'oblige, mais on verra plus tard que la banque bien comprise pourrait battre monnaie sans capital et dépôts préalables.

Le système monétaire-bancaire inventé par nos ultracapitalistes ultra-libéraux, qui verrouille abusivement la valeur monnaie-acquise dans sa réglementation ubuesque, permet tout à ceux qui le contrôlent, et même d'exercer des fonctions d'officiers publics de batteurs de monnaies nationales, les seules en circulation. Les banques multinationales viennent de faire l'objet d'une réglementation ambiguë par laquelle est totalement perdue de vue la nature de créance publique de toute monnaie qui se respecte (rapport Cookes du FMI en 1988 qui oblige les établissements exerçant une activité bancaire internationale à exposer des fonds propres à hauteur de 8 % des crédits accordés). Cette réglementation consacre le droit à existence de banques privées internationales qui, hors toute éthique de valeur, pourront battre impudemment monnaies privées de toutes nationalités, à la seule condition qu'elles soient capables de mettre sur la table 8 % de la monnaie qu'elles créent, et d'afficher un bilan agréé dans le milieu en ratios dépôts-emplois. Ce qu'a pu faire la BCCI...

A propos des scandales japonais

Nous proposerons une autre approche des "scandales financiers" domestiques complaisamment exposés par le Japon, refusant de projeter sur ce pays nos sensibilités occidentales. Nous rappellerons à ce sujet le livre de Bill Emmot "The sun also sets" (1) qui annonçait l'entrée du Japon dans une phase de déclin attendue par tous les Docteurs Coué de la planète américaine. Bravo à ce best-seller : depuis, le Japon a continué son impressionnante conquête du monde, et affiche une santé plus florissante d'excédents commerciaux et financiers. C'est tellement insolent qu'il faut rassurer par tous les moyens le monde malade de sa gigantesque agression. Les scandales à monter en épingle sont les bienvenus, s'ils peuvent nourrir l'illusion d'une société malade de sa richesse.

Le "scandale Recruit" Takeshita de 88 était intervenu à un moment critique dans les rapports nippos-américains, et le résultat le plus clair avait été d'effacer de la scène un ministre responsable pour le remplacer par un personnage plus effacé, Uno, de suite grotesquement écarté par exploitation à l'américaine d'un péché de jeunesse, ce qui a prolongé la durée du vide politique et l'absence d'interlocuteur, pour finalement aboutir à l'investiture d'un chef de second plan : Kaifu, qui vient de céder sa place à une personnalité plus affirmée : M. Miyazawa, un ancien ministre du MITI, et d'ailleurs mêlé au scandale Recruit. La guerre est finie : l'Amérique est nase, l'Angleterre est le 51e Etat américain, et complètement acquise à l'alliance (forcée ?). Grand Pacifique contre l'Europe redoutée et abhorrée. C'est l'heure pour

le Japon de sortir des hommes politiques de haute stature avec mission d'occuper le terrain politique international avec "l'ami américain".

Quant aux scandales relatifs aux rétrocessions de pertes à leur clientèle par les quatre grandes maisons de titres japonaises Nomura, Daiwa, Yamaichi et Nikko qui ont entraîné sanctions et démissions en forme de harakiris économiques, ils donnent la mesure de la cohésion des Etats-majors financiers et du haut degré de concertation qui préside à l'offensive générale japonaise. S'il y a un scandale, c'est au regard des économies occidentales agressées qui sont confrontées à un National-socialisme inavoué qui ne laisse aucune chance de rattrapage à l'Occident, et qui refusent d'y croire.

Pas d'accord ? Rendez-vous à plus tard.

(1) "Le soleil se couche aussi". Fin 1989.

Remarque en passant :
" Nulle instance n'a détecté les failles de l'empire Maxwell : une douzaine de banques, dont le Crédit Lyonnais, sont entrées dans la ronde des crédits qui lui ont été accordés à la légère..."
(les journaux)
 Transparence, transparence ! Maxwell n'a jamais eu à soumettre un contrat civique ! Seules les banques étaient juges des crédits qu'elles mettaient à son compte...

Les vœux du poète de la Paix

Moralité économique

Bannissons l'argent du profit
 L'argent de la spéculation
 La monnaie de domination
 Qui génère misères et conflits
 Et immanquablement les guerres

Cœuvrons pour une économie
 Qui ne détruise pas les produits
 Une économie non violente
 Qui conduise et privilégie
 La concurrence de qualité

Cœuvrons pour un revenu social
 Un revenu de citoyenneté
 Pour que les droits et les devoirs
 Deviennent morale égalitaire.

Albert Chantraine

bloc-notes

associations

revues

G.L.E.D

Groupe Liègeois
 pour l'**Economie Distributive**
 a publié la brochure
 " Muter ou chuter "
 et diffuse livres et journaux
 distributistes en Belgique.

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés
 pour l'**Economie Distributive**
 11, rue St Vincent-de-Paul
 13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion
 d'une **Economie Nouvelle**
 2, rue Berthe-de-Boissieux
 38000 GRENOBLE

*

LI A CO FA

Liaison et action contre la faim
 4, square du Nouveau Belleville
 75020 PARIS

*

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche
 92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor Duruy
 75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L.Gilot
 12/59 rue de Belfort
 92110 CLICHY

*

A CONTRE COURANT

syndical et politique
 4 rue des Iris
 52100 SAINT DIZIER

TRANSVERSALES
Sciences-culture

29, rue Marsoulan
 75012 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
 42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
 7500 TOURNAI Belgique

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
 1380 OHAIN Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
 5020 CHAMPION Belgique

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
 17, place de l'Argonne
 75015 PARIS

*

COMBAT NATURE

Revue des associations
écologistes et de défense
de l'environnement
 affirme dans sa présentation:
"L'équilibre et le bonheur de
l'homme doivent passer avant
la production, le profit et la
consommation. Les besoins
collectifs avant les intérêts pri-
vés et l'avenir du monde avant
l'exploitation aveugle de la
Terre."

BP 3046

24750 PERIGUEUX

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

R. Mangeon 40 - P. Orliange 370 - R. Pellet 45 - R. Guérin 95 - A. Chantraine 445 - P. Rivallant 155 - Mme Lahens 300 - R. Chaudet 240 - A. Met 20 - L. Fourret 90 - P. Herdner 110 - Vaucel 175 - Sprintz 40 - R. Pellerin 50 - A. Tardieu 100 - A. Richard 90 - J. Legros 45 - P. Le Nin 70 - Calas 90 - Anonyme 70 - M. Rebierre 300 - J. Dancoisne 40 - G. Jullien 50 - P. Quittelier 90 - M. Doubre 90 - H. Richon 50 - Mme Fournier 390 - S. Faure 100 - M. Fournier 100 - C. et P. Simon 155 - R. Villégier 295 - P. Dubal 190.

Total 4.490 F.

Merci à tous !

Aberration capitaliste

par Pierre HERDNER

Figés sur leur idéologie, les auteurs qui célèbrent les vertus du capitalisme et son triomphe définitif (voir les textes cités par André Prime dans le numéro 905) ne sont guère capables d'évoluer. Mais nous sommes en droit de nous demander pourquoi nos idées ne trouvent pas plus d'écho dans le grand public, auprès de ceux en particulier qui souffrent dans leur vie quotidienne des conséquences du "système". Le silence des médias n'explique pas tout.

La plupart des gens imaginent mal ce que pourrait être une économie distributive, et ils en redoutent l'échec. Qu'ils apprennent d'abord, dans une première étape, à mieux connaître le système économique actuel. Ils concluront alors, s'ils sont logiques, à la nécessité d'un changement radical.

Le capitalisme, comme nous ne cessons de le prouver, présente un double caractère, ces deux aspects étant étroitement liés et souvent presque indiscernables : il est irrationnel et injuste. Il l'est à tous les niveaux, je veux dire aussi bien dans ses principes mêmes que dans ses conséquences visibles. Il n'est pas inutile de distinguer ces deux plans. Car ceux qui n'ont pas découvert l'aberration des structures devraient s'indigner au moins de l'absurdité de leurs conséquences. Malheureusement ils ne savent pas, le plus souvent, remonter des effets aux causes, et, quand ils accusent, ils se trompent de cible.

Je voudrais rappeler, à l'intention surtout des lecteurs encore peu familiarisés avec notre pensée, quelques vérités essentielles.

La dictature économique

On peut définir le système capitaliste, sur le plan des pouvoirs, comme la dictature exercée par une minorité dans le domaine économique. En effet, ce sont les entrepreneurs et les financiers qui détiennent le pouvoir de décider, un pouvoir auquel la législation sociale, dans les pays démocratiques, impose heureusement certaines limites.

Système injuste, donc, dans son principe même, parce que cette minorité dirige l'économie en visant son propre intérêt, qui est le plus souvent contraire à l'intérêt général. Système irrationnel aussi, parce que les entreprises devraient normalement être au service de la collectivité, - c'est-à-dire satisfaire les besoins des consommateurs et respecter l'environnement - et que les serveurs, tout au contraire, sont devenus les maîtres !

Profit et concurrence

Mais le système peut encore être caractérisé par la manière dont s'exerce ce pouvoir économique. Les deux piliers sur lesquels repose l'édifice capitaliste sont le profit et la concurrence, sources d'aberrations sans nombre.

Le profit, qu'on appelait aussi, autrefois, le prélèvement parasitaire, est réalisé aux dépens des salariés d'une

part, des consommateurs d'autre part. Et par là, on peut dire qu'il est injuste par définition.

Sans entrer dans plus de détails, on peut prouver l'irrationalité du profit en procédant à une réflexion élémentaire sur deux opérations arithmétiques : la division et la soustraction. L'économie distributive, fondée sur le partage, pratique la division, tandis que le système fondé sur le profit, où le prix de revient, accru de charges diverses, doit être retranché du prix de vente, nécessite la soustraction. Or la division par un nombre, même grand, est toujours possible, alors que la soustraction ne donne un résultat positif que si le premier élément est inférieur au second. Ce qui fait que maintes entreprises - en particulier s'il y a abondance, et par suite chute du prix de vente - sont menacées de faillite. Et il en résulte des situations totalement irrationnelles.

La concurrence, de même, est un principe d'injustice. Elle fait jouer au maximum des disparités de toute sorte, dont l'entrepreneur n'est pas responsable : une firme peut se trouver en difficulté, par exemple, par suite d'une situation géographique défavorable de nature à majorer ses prix de revient. De plus les plus scrupuleux sont désavantagés par leur honnêteté même. Cela se vérifie aussi sur le plan international : la supériorité des institutions sociales d'un pays, le niveau élevé des rémunérations, sont un handicap dans la lutte contre les pays à bas salaires. A l'opposé, l'économie distributive, en effaçant l'action des disparités, réalise l'égalité des chances.

Et la concurrence, source d'un extrême désordre, en particulier dans les relations internationales, est tout aussi évidemment un principe irrationnel.

idées fausses

Avant d'aller plus loin, je voudrais signaler que l'on ignore trop souvent la vraie nature du profit et de la concurrence.

Nous en avons tous fait l'expérience. Que de fois, quand nous vitupérons le profit, nous nous attirons la réponse suivante : "*Personne ne travaille sans l'espoir d'une rémunération*", ou quelque chose d'analogue. On confond le profit avec le bénéfice, voire avec le revenu pur et simple. Ce qui différencie le profit d'autres revenus, c'est que l'individu ou le groupe qui le retire de son entreprise a la faculté, dans la mesure où les circonstances le lui permettent, de l'accroître à son gré en agissant sur le prix de revient et le prix de vente.

De même, quand nous parlons de concurrence, en pensant à la concurrence dure, celle qui ruine impitoyablement les perdants, nos interlocuteurs, bien souvent, évoquent plutôt la concurrence douce, qui se borne à éliminer les profits abusifs : par exemple la concurrence entre deux petits commerçants servant la même clientèle.

(suite page suivante)

(suite de la page précédente)

Les conséquences visibles

J'ai essayé de déceler, dans son principe même, ce qui rend inacceptable le système fondé sur le profit et la concurrence. Mais c'est au niveau des conséquences les plus visibles que ses méfaits éclatent avec le plus d'évidence. Ici la complexité est très grande et l'aberration du système capitaliste prend des formes nombreuses. Je tenterai donc de ramener les faits à un dénominateur commun, ou si l'on préfère à un fait général qui est immédiatement en amont de ces conséquences. Et je crois le découvrir dans le déséquilibre qui se produit, de bien des manières, dans l'économie nationale et mondiale.

En voici les principales manifestations. Déséquilibre entre production et consommation, entre offre et demande solvable. Déséquilibre entre le nombre des emplois que la machine laisse subsister et le nombre de travailleurs potentiels. Déséquilibre quand il y a abondance, entre les prix de revient, peu variables, et les prix de vente, dont la concurrence produit l'effondrement. Déséquilibre dans le budget des entreprises, quand les débouchés rentables, dont la recherche est leur hantise constante, viennent à s'amenuiser.

Et l'on a recours, soit pour préserver un précaire équilibre, soit pour accroître les profits, à des actions criminelles. Je citerai parmi les plus révoltantes : les politiques visant à procurer à l'industrie, par les armements et la guerre, ainsi que par des gaspillages de toutes sortes, d'immenses débouchés ; la destruction de produits consommables et les subventions octroyées aux agriculteurs qui limitent leur production ; l'emploi par les entreprises, en vue d'éviter une augmentation de leurs prix de revient, de procédés nuisibles à l'environnement. Des gens bien intentionnés opposent au "capitalisme sauvage" un "capitalisme à visage humain". Mais il est bien vain d'espérer humaniser par des réformes sociales d'une réelle ampleur un système économique dont les fondements mêmes sont inhumains.

En majorité, nos contemporains ne partagent pas cette analyse du capitalisme. Bien qu'ils soient généralement fiers de leur "réalisme" et de leur clairvoyance, ils ne comprennent pas le monde dans lequel ils vivent. Ils croient n'avoir aucune responsabilité dans le désordre actuel, alors qu'en réalité, ils en sont gravement responsables, collectivement, par leur passivité, la superficialité de leurs jugements et trop souvent, hélas, leur indifférence.

INITIATIVE

Chiche, M. J.-F. K. !

Un de nos lecteurs nous a communiqué la copie que voici de sa lettre au Directeur du journal "L'événement du Jeudi" :

"Vous lancez un appel à vos lecteurs.

Alors Monsieur J.F.K. n'est-ce pas une plaisanterie de demander à ces lecteurs de vous faire des propositions pour vaincre le malaise dans lequel se vautre le capitalisme qu'il soit, du reste, libéral ou d'Etat ?

Si la situation de notre société n'était pas aussi triste, si lamentable, votre appel provoquerait l'hilarité.

Voilà 60 ans que la solution existe, mais le monde journalistique pratique à son sujet la conspiration du silence ; et pour cause ! n'est-il pas le valet de la grande finance ?

Continuez donc à intoxiquer vos lecteurs en leur cachant la vérité et conditionnez ces pauvres chômeurs en montant en exergue votre première proposition sur les quarante pour vaincre le chômage, celle pour laquelle, avec ironie je suppose, vous ne trouvez aucune contrepartie.

Chapeau !

1930 : Allemagne, 12 millions de chômeurs, une brouette de papier-monnaie pour 1 Kg de pain.

1939 : Allemagne, la plus forte armée du monde réalisée sans argent.

1940 : L'Amérique, avec 17 millions de chômeurs entre en guerre.

1939/1945 : Pillage, casse, destructions, morts... où a-t-on trouvé l'argent ?

Expliquez.. Expliquez !

Les 30 glorieuses : reconstruction et re-politicailerie. Et maintenant.

Aurez-vous le culot d'expliquer au petit peuple pourquoi il n'y a aucun remède depuis 1929 à cette foutue économie de marché dont vous vous faites les gorges chaudes ?

Le fascisme, le léninisme, le libéralisme ne sont que des gestions politiques du capitalisme (privé ou d'Etat). Allez-vous enfin, vous, journalistes, œuvrer pour le changer ? Allez-vous enfin désobéir à vos Maîtres de la Haute Finance ?

Chiche ??"

R.B., Beaugency

Henri Escurpeyrat est décédé le 19 novembre 1991, dans sa 85e année. Il avait rejoint J. Duboin et ses compagnons, au lendemain de la seconde Guerre Mondiale. Il a fait partie durant une bonne douzaine d'années du Comité Directeur de la Grande Relève et organisa des conférences de J. Duboin à Vienne, dans l'Isère. C'est lui qui me fit découvrir l'économie distributive et c'est toujours avec une grande admiration et une belle émotion qu'il me parlait de J. Duboin, de M. Laudrain, de J. Gugenheim, de l'Abbé Monin et tant d'autres. Retiré en 1975 dans sa belle Dordogne natale, il continuait à lire avec grand plaisir la Grande Relève.

Les anciens distributistes se souviendront de lui comme d'un homme d'une intelligence subtile, pétri d'une culture phénoménale et surtout d'un homme d'une générosité et d'une bienveillance, envers ses semblables, exceptionnelles

(S. Bagü, son neveu)

Toute l'équipe de la Grande Relève s'associe à ce deuil..

Dans cette même rubrique, nous avons publié, le mois dernier, les réflexions d'André Prime sur le livre de Michel Albert (1). L'analyse de cet ouvrage, que notre ami Henri Muller nous a fait parvenir début décembre, vient compléter l'information de nos lecteurs et alimenter leur réflexion.

Après nous le déluge

par Henri MULLER

J amais pareille volée de bois vert n'aura été administrée avec tant de vigueur et de pertinence au capitalisme américain hérité de l'ère reaganienne. Dans un style alerte, pétillant, imagé, nourri d'heureuses allégories, Michel Albert en décrit par le menu les désastreuses conséquences dans les domaines du vécu quotidien : santé, illettrisme, mortalité infantile, drogue, files de chômeurs "à deux pas des boutiques au luxe insolent", sans-abris battant la semelle dans des encoignures de porte au milieu des poubelles éventrées et des papiers gras, "des mini-bidonvilles côtoyant de somptueuses villas", une criminalité galopante, l'insécurité pour chacun, "des pauvres plus pauvres face à des riches plus riches". L'argent-roi a balayé toute morale. "Ce qui règne ici, n'est pas la loi du marché, mais plutôt la monarchie de l'argent". La ploutocratie a remplacé la démocratie. La dictature du dollar s'exerce à travers les lobbies économiques assiégeant le pouvoir politique, dans la "gesticulation boursière", dans la "globalisation de la finance" désormais omniprésente au sein des entreprises enclines à pratiquer "un genre d'économiecasi-*o* où l'on joue les hommes à la roulette". Enfin, complétant un tableau déjà peu alléchant, M. Albert ne manque pas de souligner la dégradation des services publics, l'endettement phénoménal des villes et de l'Etat, champion mondial des débiteurs, toutes catégories.

Alors, le "triomphe" du capitalisme après l'écroulement du "communisme" ne serait-il qu'un mirage auquel auraient stupidement mordu les populations de l'Est alléchées par le clinquant des vitrines ? Mieux, c'est de l'Amérique, de cette terre promise, modèle de libéralisme, phare de la réussite financière, que nous vient, ajoute l'auteur, "une leçon combien inattendue : le profit peut aussi affaiblir l'entreprise, pénaliser l'économie, entraver le développement", mettant ainsi en cause sa propre légitimité identifiée "à l'âme du capitalisme". Si, en effet, le capitalisme engendre des conséquences pareillement désastreuses, s'il crée sa propre dégradation, que devient la légitimité du profit ?

C'est pour parer la spéciosité d'un tel argumentaire que M. Albert aurait écrit son ouvrage, sortant de sa manche un capitalisme plus rassurant, moins agressif, un capitalisme géré en bon père de famille dans la tradition des Encycliques auxquelles il se réfère et qu'il baptise économie sociale de marché, une sorte de social-capitalisme.

Au capitalisme américain, il oppose le modèle allemand (capitalisme rhénan) tel qu'il fonctionne depuis l'après dernière guerre, le parant de toutes les vertus mais sans en retracer la genèse.

Accouché d'une réforme monétaire d'initiative américain,

porté sur les fonds baptismaux par le Plan Marshall, vaste entreprise de colonisation de l'Europe par le dollar, grâce aux fonds de contrepartie de l'aide américaine, le capitalisme allemand a pris son premier essor avec la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre. M. Albert ne s'étend guère sur cette imbrication étroite des affairistes et financiers d'Outre-Atlantique et de leurs homologues allemands, ni sur les participations américaines dans les industries allemandes qui, au cours de la guerre de Corée, substituèrent leurs productions à celles que les Etats-Unis consacraient à leurs armées. Il y eut ensuite les retombées de trente années de guerre froide. Enfin les débouchés attendus de la guerre du Golfe prématurément taris, la réunification allemande, opérée à la hussarde et les immenses chantiers de l'Est interviennent à point nommé pour relancer investissements et profits, résorber des excédents agricoles, industriels et miniers, fléau commun à toutes les formes de capitalisme.

M. Albert prend grand soin de détailler les différences marquant les deux types de capitalisme. Chez l'Américain : un enrichissement ultra-rapide mais précaire, le long terme sacrifié au court terme, des chiens-fous risque-tout courant individuellement après le profit immédiat, un Etat minimum, une machine emballée tous freins desserrés. "Après nous le déluge !" Chez l'Allemand : un rythme plus modéré, des niveaux de vie moins contrastés, la religion d'une monnaie forte, un volet social tributaire du profit au niveau de l'entreprise, un capitalisme surtout bancaire gérant sagement le magot en bon père de famille, au minimum de risques, piètre boursicotier, préparant l'avenir à la manière du Japon d'hier, pays engagé à son tour sur la pente glissante d'un consumérisme ostentatoire destructeur de l'épargne.

Cependant, en dépit de ces singularités de façade, les capitalismes américain et rhénan répondent aux mêmes définitions et accusent les mêmes tares : économie de marché, liberté des prix, concurrence, privatisation, profit, insécurité, injustices, inégalités non légitimées, amoralité, conflit entre rentabilité économique et utilité sociale, vulnérabilité aux crises de production, à l'abondance, fruit du progrès technologique et scientifique, abondance qui "tue le profit", obligeant le système à recourir au malthusianisme, aux destructions, aux gaspillages.

Pourtant, M. Albert, jonglant avec les paradoxes, s'obstine à proclamer sa foi dans un capitalisme bon enfant, providence pour la multitude appelée à bénéficier du comportement aventureux d'un lot d'audacieux risque-tout favorisés par le hasard ou la chance.

Mais les faits ne confirment guère de telles certitudes et l'efficacité économique ne saurait s'accommoder ni de

Dans notre numéro 905, de Novembre dernier, nous avons publié une lettre de Paul Vila, dont nous pensions bien qu'elles susciterait beaucoup de réflexions et de réponses de la part de nos lecteurs. En voici deux :

Dans sa lettre, Paul Vila pose un certain nombre de questions. Je vous envoie cette lettre pour exprimer mon opinion par rapport à ces questions.

L'Union de l'Europe avec un système distributiste serait souhaitable, mais il ne faut pas se faire d'illusions. Faut de pouvoir l'espérer, je crois que l'union telle qu'elle se fait actuellement est préférable au manque d'entente, et par conséquent, il faut aider à sa réussite. Il est peu probable que tous les pays concernés arriveront à un même système politique et économique, il est donc bon que l'union se fasse même avec des systèmes divers. L'exigence d'une certaine autonomie de chaque nation doit éviter d'être l'expression d'un nationalisme égoïste et chauvin.

Question 1. Je pense souhaitable tout ce qui facilite les relations entre les peuples. Une banque centrale serait sans doute un moyen de simplifier les relations commerciales, les voyages, les échanges intercommunautaires. Un grave problème est de savoir quel serait son rôle et par qui elle serait contrôlée. Si des techniciens sont nécessaires pour son organisation, son bon fonctionnement, il serait souhaitable que ce ne soit pas des superfinanciers qui disposent de sa puissance et n'ayant qu'un but : le profit. Pour l'émission d'une monnaie commune, il serait bon qu'il y ait une règle, et que ce soit l'institution politique élue démocratiquement par l'ensemble des peuples, qui édicte cette règle et la fasse respecter. Le rôle de la banque serait à la fois banque de dépôt pour les particuliers ou groupes n'ayant pas un emploi immédiat de leurs économies, et d'ouvrir un crédit pour ceux qui veulent réaliser de grands projets. Cela plutôt comme un service que comme source de profits.

Question 2. Que veut dire l'auteur par démocratie économique ? Il cite la NEP en Union soviétique. Devant les difficultés du bon fonctionnement de l'économie planifiée, les Soviétiques ouvrirent certains secteurs à l'économie de marché. Cela s'explique et se justifie par

(suite de la page précédente)

hausses de salaires, ni d'un progrès social généralisé à l'ensemble d'une population, ni de l'abondance souhaitée par le plus grand nombre, ni d'une once de morale en matière de gain.

Et le coup de grâce porté à la thèse que défend M. Albert provient de l'inévitable dérive de son cher capitalisme rhénan vers le modèle reaganien. C'est bien, en effet, ce que l'auteur constate avec consternation aux dernières pages de son livre, finissant par convenir que dans le combat des deux capitalismes, c'est finalement et paradoxalement le capitalisme américain qui l'emporte, l'aventureux sur le raisonnable ! Voilà donc qui ruine la crédibilité de sa laborieuse démonstration en faveur d'un capitalisme social assuré de sa durée.

Le capitalisme n'est pas amendable. Il vit de mensonges, de faux postulats. Sa vocation, la seule, reste la

l'état dans lequel se trouvait l'URSS et aussi par le degré d'évolution des mentalités. Mieux valait stimuler l'activité par l'esprit de profit que gérer la pénurie. En Occident, le problème ne se pose pas de la même manière. Dans le système capitaliste, l'économie de marché amène l'abondance et en même temps le chômage. Le problème est d'établir un autre système qui fasse profiter à tous des bienfaits du progrès technique plus également et sans exclusive et avec le souci de l'écologie. Je suis d'accord que l'union souhaitable ne devrait pas empêcher une certaine autonomie de ses composantes.

Question 3. Je ne vois pas très bien ce que veut dire P. Vila. Je pense aussi que le marché commun favorise les gros trusts, les multinationales aux dépens des petites et moyennes entreprises. C'est la loi normale du développement capitaliste. Ce fut peut-être un bien dans un certain temps, mais comme Marx l'a dit : "A un certain moment du développement, ce qui était un facteur de progrès devient une entrave au développement ultérieur". Je ne sais si la citation est exacte, mais cela en est l'esprit. Cette loi joue aussi en faveur des pays les plus puissants, les mieux équipés. Donc chaque pays devrait avoir le droit à un certain protectionnisme pour ses producteurs et à réglementer son marché interne. Cela ne devrait pas empêcher les échanges mutuellement avantageux et aussi la libre circulation des marchandises au travers d'un pays séparant deux ou plusieurs autres.

Je crois que tout changement dans le système économique serait difficile, et encore plus pour le faire à l'échelle européenne. C'est pourquoi, je suis pour une grande autonomie de chaque nation, et que celle qui voudrait expérimenter, par exemple, le distributisme, puisse le faire en toute liberté, sans aucune pression. Je pense que cela suppose un nouveau système financier. L'idéal serait que l'on puisse établir un système monétaire européen, mais je crois cela irréalisable immédia-

maximisation du profit par tous les moyens quels qu'ils soient.

Aux trois âges du capitalisme que retrace M. Albert : "le capitalisme contre l'Etat", "le capitalisme encadré par l'Etat" et aujourd'hui, "le capitalisme à la place de l'Etat", il faudra bientôt mettre un point final. Victime de ses inéluctables excès, le capitalisme américain semble promis, à son tour, à un effondrement comparable à celui du "communisme", entraînant dans son sillage une partie du monde civilisé.

Resterait en lice, hormis le socialisme chinois encore sur la brèche, toujours vaillant, mais peu séduisant, une alternative socialiste à monnaie de consommation concrétisant l'éradication du profit, une utopie monétairement révolutionnaire tenue sous le boisseau dont il est peu probable que Michel Albert ignore l'existence. Un livre, malgré tout, formidablement "intéressant".

(1) Editions du Seuil sept. 91.

tement. Je pense donc à un système permettant à chaque nation d'avoir le sien propre et tout en permettant la libre circulation de la monnaie européenne, d'établir son taux de change intérieur. Je dois préciser que je suis favorable au système de monnaie préconisé par les créditistes britanniques.

J.P.O., Bugeat

Autre réponse à Paul Vila

Je crois que la réponse aux trois premières questions (je laisse de côté la quatrième, qui ne paraît pas concerner l'Europe) se trouve dans mon article sur les perspectives européennes, paru dans le n° 873, de décembre 1988.

Question 1. Si l'Europe était trop centralisée, c'est que sa constitution ne serait pas vraiment conforme aux principes du fédéralisme.

Le pouvoir fédéral doit assurer, tout en respectant la diversité des cultures nationales, la promotion d'une culture européenne : définir une morale commune, d'inspiration humaniste, sur laquelle les élites des nations de l'Europe peuvent se trouver d'accord.

Questions 2 et 3. Si c'était possible, il faudrait éviter que le pouvoir fédéral soit avant tout un pouvoir économique. Malheureusement il est bien tard pour redresser la barre. L'Europe a été conçue comme le grand marché où règnera la concurrence propre à ruiner les moins favorisés. Tout se passe comme si l'acceptation du capitalisme était ce qui doit sceller l'union des nations européennes. Dès lors, une évolution originale de celles-ci sur le plan économique devient impossible.

Il appartient à chaque Etat - si on lui en laisse la possibilité - d'organiser à son gré la mise en chantier d'une transformation économique. La confrontation des résultats de ces expériences serait enrichissante et stimulante pour tous les membres de l'Europe fédérée.

Dans une véritable fédération, certains domaines sont du ressort des Etats-membres, d'autres concernent le pouvoir fédéral. Il eût été essentiel de classer l'économie parmi les premiers, et les gouvernements font le contraire.

Pierre Herdner

Comment répondre à l'appel au secours des paysans, qui participent à "l'Alliance", en demandant l'aide des écologistes et des consommateurs pour maintenir en vie les petites exploitations agricoles ?

De combien faudrait-il augmenter les prix à la production pour que les petites entreprises agricoles puissent permettre aux exploitations de se maintenir ?

Les gouvernements qui se sont succédés en France depuis quarante ans ont soutenu des prix à la production, en essayant de prendre en compte le revenu des petites entreprises agricoles.

Ces prix sont supérieurs aux cours internationaux, ce qui pénalise les consommateurs en France au profit des importateurs, qui bénéficient des prix élevés du marché intérieur français.

Ces prix sont cependant trop faibles pour procurer des revenus suffisants aux petites exploitations agricoles, mais la marge profite aux exploitations importantes, au détriment des consommateurs, qui paient plus cher que les cours du marché international et paient en plus les invendus rachetés par l'Etat et la CEE.

Cette dernière ne veut plus de ces invendus, qui absorbent une part très importante de son budget. Chaque Etat européen est dans la même situation, obligé d'ailleurs à suivre une politique commune avec la CEE. Aux Etats-Unis, au lieu de soutenir les cours des produits agricoles, le gouvernement fédéral préfère verser un soutien direct aux agriculteurs, ceux-ci continuant de recevoir les revenus de leurs productions librement.

Que pourra faire l'Alliance ?

Faire mieux appréhender la situation des petits exploitants agricoles par les citoyens. Mais quelle solution peut-elle proposer ? Tout est coincé dans le système, qui forme la structure sociale et économique actuelle, dont le profit financier est le principe de base. Comment éviter que 600.000 agriculteurs deviennent chômeurs avant la fin du siècle ?

Bien peu de gens comprennent que cette structure économique n'est ni naturelle, ni divine, qu'elle n'est qu'une création des hommes.

Or, ce que l'homme a fait, il peut le défaire !

De quel côté est l'utopie ? Arriver à provoquer des millions de chômeurs et de misérables en espérant vivre en paix, ou, créer une structure économique basée sur la répartition de toute la production entre tous les citoyens ?

A.T., Grenoble

Réponse. C'est bien pourquoi nous avons proposé, dans le cadre de la Commission Sociale de l'Association Europe 1993, que l'économie distributive commence par le secteur agricole. Cette proposition est reprise par l'équipe qui prépare un numéro spécial de "Transversales" consacré à ces questions.

Je continue bien sûr à m'intéresser à l'évolution du monde et la Grande Relève fait partie de ma documentation nécessaire. Où allons-nous, au milieu de nos palinodies politiques ?

J'avoue que je recommence à avoir peur pour mes enfants et leur descendance, les prochaines échéances politiques nous donneront-elles un peu d'espoir ? Et quand aurons-nous fini de détruire la nature ?

L'évolution politique de la France me paraît être marquée par un dérèglement à peu près total de l'esprit politique. Gauche et droite semblent avoir perdu le peu de bon sens qu'il leur restait et je me sens incapable de formuler une hypothèse sur les résultats des prochaines élections. J'avoue

humblement que ma seule certitude est de ne pas voter Le Pen. Que feront les Verts ? Il est certain, me paraît-il, que François Mitterrand semble vouloir chausser les souliers de De Gaulle, mais où cela nous mènera-t-il, ne serait-il pas aussi un descendant de Talleyrand ?

A.L., Bordeaux

R. Gimonneau souhaite entrer en contact avec d'autres distributeurs de Charente-Maritime. Ecrire au Journal qui transmettra.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce XX^{ème} siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette "révolution de l'intelligence" est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, "la grande relève" des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa sur-

vie, l'être humain était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des productions nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques.

Le pouvoir d'achat ne pouvant plus être mesuré par la durée d'un travail accompli, il faut imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à ce que les robots doivent fabriquer pour tous.

Parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. La course au profit des uns, la lutte des autres pour leur survie, **font courir à notre environnement des risques majeurs**, alors que le fossé se creuse entre les riches qui s'enrichissent, et les pauvres qui s'appauvrissent.

La misère grandit en ce monde au moment où s'ouvre l'ère de l'abondance ! Ce monde absurde

où l'on dépense plus de 10 millions de francs **chaque minute** pour la guerre, mais où on ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de souffrir de malnutrition !

Nous sommes placés à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société à cette brutale transformation. **Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de tous les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.**

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été proposés par J. Duboin sous le nom de :

L'économie distributive

Mettre l'économie au service des gens et non plus l'inverse, adopter et suivre une saine politique de gestion des ressources, cela n'est pas possible tant que la monnaie (le "sang de l'économie") permet la spéculation et tant que la création de cette monnaie ex-nihilo reste le privilège exercé par les banques avec leur intérêt pour objectif.

La première et radicale transformation nécessaire est donc celle de **LA MONNAIE : la monnaie distributive n'est pas thésaurisable et elle ne circule pas.** C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un billet de train) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. Elle est créée proportionnellement à la production : il y a équilibre entre revenus distribués et montant des richesses disponibles.

LE TRAVAIL : Même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois **un devoir**, celui de participer, et **un droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

LES REVENUS : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant

régulièrement son **REVENU DE CITOYEN** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort: tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi **un être économiquement indépendant.** C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

LES INVESTISSEMENTS, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production "disponible" et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production.

Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne du veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins.**

La compétitivité fait place à la convivialité.